

moyens sûrs de permettre la concentration industrielle?

M. l'Orateur: En toute déférence, je ne crois pas que cette question soit complémentaire. Nous parlions des armes nucléaires. Si l'honorable député de Kootenay-Ouest a une question relative à ce domaine limité, il peut poser une question complémentaire.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je vais élargir le sujet en posant une question au ministre de la Défense nationale. Est-ce que l'OTAN est une puissance nucléaire?

L'hon. D. S. Harkness (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, deux pays de l'OTAN sont des puissances nucléaires et un troisième l'est en partie. En effet, les États-Unis et le Royaume-Uni, le député et les autres représentants ne l'ignorent pas, ont des armes nucléaires; la France est en train d'en fabriquer. Quant à la question de savoir si l'OTAN est une puissance nucléaire, l'OTAN est une alliance dont trois pays membres ont une capacité nucléaire.

L'hon. M. Pearson: Puis-je poser une autre question au ministre? Peut-il nous dire combien de membres de l'OTAN ont signé des accords bilatéraux avec les États-Unis au sujet du commandement en matière d'armes nucléaires?

L'hon. M. Harkness: Monsieur l'Orateur, je ne pense pas pouvoir le dire. L'information devrait venir des États-Unis, qui sont partie à tous les accords bilatéraux.

(Plus tard)

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre s'il consentirait maintenant à instituer un comité parlementaire spécial sur la défense, afin de permettre à tous les députés, et notamment aux membres du cabinet, de se renseigner.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, il serait très souhaitable que l'honorable député puisse se renseigner, mais le gouvernement n'a pas changé d'avis à l'égard de l'institution d'un tel comité.

L'OTAN—À PROPOS DE LA VALEUR PRATIQUE DE L'AVION F-104

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Pourrais-je poser une question au ministre de la Défense nationale? Vu la dépêche qui nous est parvenue hier de Bonn et selon laquelle le *Starfighter* n'est pas approprié au rôle qui lui est assigné, le ministre pourrait-il nous dire s'il s'agit du même appareil que le CF-104 que l'on est en train de fabriquer

[L'hon. M. Pickersgill.]

pour la division aérienne du Canada au sein de l'OTAN?

L'hon. D. S. Harkness (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas vu la dépêche dont parle le député. Aussi, je n'aimerais pas formuler d'observations à ce sujet tant que je n'en aurai pas pris connaissance. Le CF-104 est aussi connu sous le nom de *Starfighter*. Toutefois j'ajoute qu'il y en a plusieurs modèles, savoir des appareils de reconnaissance offensifs, des bombardiers de chasse et de simples chasseurs.

LES COALITIONS

ON ENQUÊTERAIT SUR LE PROCESSUS DE CONCENTRATION INDUSTRIELLE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Le ministre du Commerce, qui montrait tout à l'heure tant d'empressement à répondre à ma question, voudrait peut-être le faire maintenant?

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Oui, volontiers. Conformément à la politique du gouvernement et de mon ministère, qui cherchent constamment à accroître la production des entreprises canadiennes et des particuliers, afin de leur permettre de créer plus d'emplois pour leurs concitoyens...

M. l'Orateur: A l'ordre! Je fais observer, en toute déférence, à celui qui a posé la question et au ministre que nous ne sommes pas ici à l'Université de Toronto. Tenons-nous en donc aux travaux de la Chambre.

L'hon. M. Pickersgill: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le ministre a fait une déclaration à Toronto qui portait sur la politique du gouvernement, ou qui était censée porter sur la politique du gouvernement, à savoir que la loi relative aux enquêtes sur les coalitions devrait être modifiée afin de permettre la concentration de l'industrie. A mon avis, cette question ne peut donner lieu à un débat, mais peut fort bien faire l'objet d'une interpellation à la Chambre. Si la politique du gouvernement est annoncée à l'Université de Toronto, nous avons certes le droit d'en être mis au courant ici.

M. l'Orateur: Je ne le conteste pas le moins. J'essayais de couper court à ce que je croyais être l'amorce d'un débat politique au lieu d'une réponse.

L'hon. M. Pickersgill: Le ministre faisait un discours.

M. l'Orateur: Prenons garde à nos questions, aussi bien qu'à nos réponses.

L'hon. M. Hees: J'ai parlé des objectifs du gouvernement, comme je le disais à l'instant,